

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ANNUEL
2025



SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT	04
NOTRE ACTION SOCIALE AU BÉNÉFICE DES JEUNES LGBT+ :	06
Strasbourg : une montée en puissance pour répondre à l'urgence	08
Montpellier : plus de places et plus d'écoute pour encore plus d'impact	09
Grand Paris : un parc immobilier rénové pour mieux accueillir les jeunes LGBT+	10
Guyane : une délégation en première ligne sur les trajectoires migratoires	12
Insertion professionnelle : donner toutes leurs chances aux jeunes du Refuge	14
Santé mentale : le soutien psychologique renforcé	15
NOS MISSIONS POUR LUTTER PARTOUT CONTRE LES VIOLENCES LGBTPHOBES	16
Ligne d'écoute : le dispositif se renforce pour mieux protéger et orienter	17
Les chiffres de la ligne d'écoute en 2025	19
En 2025, les délégations du Refuge poursuivent leur développement	20
Les actions de sensibilisation et de formation poursuivent leur professionnalisation	21
Au Refuge, le bénévolat en action !	24
Le lancement d'une Fédération Européenne pour unir les refuges LGBT+	26
La Boussole : un nouveau repère pour les personnes LGBT+	28
têtu : une reprise pour sauver une voix qui compte	29
COMPTE RENDU DE GESTION DE LA DIRECTION	30
Compte de résultat par origine destination	32
Répartition des produits par source de financements	33
Répartition des dépenses	33
ORGANIGRAMMES	34
Merci à nos entreprises mécènes	36
Merci à nos donateur·ices	36
Merci à nos partenaires publics	37

LE MOT DU PRÉSIDENT



Michel Suchod

Président de la Fondation Le Refuge

L'année 2025 aura été, pour la Fondation Le Refuge, une année de consolidation et de progression, fidèle à notre mission première : offrir un Refuge, un accompagnement et une perspective d'avenir aux jeunes LGBT+ rejetés par leur environnement familial.

Je tiens d'abord à saluer une avancée majeure : l'augmentation significative de notre nombre de places d'hébergement. Face à des besoins toujours croissants, nous avons su répondre avec détermination en renforçant notre capacité d'accueil sur l'ensemble du territoire. Cette évolution n'est pas qu'un chiffre ; elle représente autant de parcours de vie protégés, reconstruits et réorientés vers l'espoir.

Au-delà de l'hébergement, notre action s'est enrichie et approfondie. Nous avons poursuivi le développement de nos dispositifs d'accompagnement social, psychologique et professionnel. Parce que mettre à l'abri ne suffit pas, nous avons fait le choix d'investir davantage dans la sensibilisation, l'écoute, le suivi individualisé et l'insertion durable. Cette approche globale constitue aujourd'hui l'une des forces de notre Fondation et un levier essentiel pour permettre à chaque jeune accueilli de retrouver autonomie et dignité.

L'année 2025 a également marqué une étape importante dans l'ouverture internationale de notre action. En partageant notre expertise et en nouant de nouveaux partenariats au-delà de nos frontières, nous contribuons à faire progresser la reconnaissance et la protection des jeunes LGBT+ dans des contextes parfois encore plus fragiles. Cette dimension internationale, en plein essor, reflète notre volonté d'agir là où les besoins existent, sans limite géographique.

Je souhaite enfin souligner la solidité de notre gestion financière. Dans un contexte souvent incertain pour le secteur associatif et fondatif, nous avons su maintenir l'équilibre de nos comptes pour une année supplémentaire. Cette rigueur est le fruit d'un engagement collectif : celui de nos équipes salariées, de nos bénévoles, mais aussi de la confiance renouvelée de nos partenaires publics et privés. Elle garantit la pérennité de nos actions et notre capacité à nous projeter dans l'avenir avec responsabilité.

Ces résultats sont encourageants, mais ils ne doivent jamais nous faire oublier l'ampleur des défis qui demeurent. Chaque jour, des jeunes continuent d'être rejetés, exclus, mis en danger pour ce qu'ils sont. C'est pour eux que nous poursuivons notre engagement, avec détermination, humanité et exigence.

Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des équipes, des bénévoles, des donateurs et des partenaires qui rendent notre action possible. Ensemble, nous faisons vivre les valeurs d'engagement et de fierté qui fondent l'identité de la Fondation Le Refuge.

L'année 2025 confirme que, plus que jamais, notre mission est essentielle. Et elle nous engage à aller encore plus loin.

Michel Suchod

Président de la Fondation Le Refuge

NOTRE ACTION SOCIALE AU BÉNÉFICE DES JEUNES LGBT+



Estelle Espanol
Directrice de l'action sociale

En 2025, nous avons fixé comme ligne directrice pour l'action sociale de la Fondation Le Refuge d'accueillir plus de personnes dans le besoin, mais aussi d'accueillir dans de meilleures conditions. Le bilan est parlant, avec 51 nouvelles places ouvertes en 2025, et des captations supplémentaires d'appartements en parallèle pour soutenir le passage à des chambres individuelles sur l'ensemble des délégations. Cet effort était nécessaire pour répondre à plusieurs enjeux : favoriser l'intimité des personnes hébergées, réduire les risques de conflits, et permettre une meilleure appropriation d'un espace. Nous avons aussi renforcé notre accompagnement dans le « savoir habiter » des personnes que nous accueillons, grâce à l'engagement des équipes salariées et bénévoles en favorisant des visites à domicile plus régulières pour s'assurer du bon entretien des logements.

Je veux saluer l'extraordinaire dynamisme des équipes qui se sont mobilisées pour rendre cela possible, en particulier en 2025 à Montpellier, Strasbourg, Cayenne, Paris, Avignon et Marseille. Ouvrir de nouvelles places demande un travail de longue haleine, il faut identifier les appartements, parfois les rénover, souvent les meubler, sans compter les nombreuses tâches administratives qui découlent de la signature d'un nouveau bail.

L'année 2025 a aussi été marquée par la consolidation des dispositifs au point de vue financier grâce à un soutien plus important de l'Etat. Désormais 47% des places bénéficient de l'Allocation au Logement Temporaire (118), 35% d'une convention en Hébergement d'Urgence (90), tandis que 17% sont soutenues par un soutien de la DILCRAH (43). Avec plus de personnes hébergées et accompagnées, la direction de l'action sociale s'est aussi naturellement renforcée de cinq nouveaux postes de travailleuses sociales en 2025.

En parallèle du développement, un travail important a été mené pour réviser notre organisation interne sur le traitement des demandes de prises en charges et des admissions vers les dispositifs, qui proviennent pour la plupart de notre ligne d'écoute. Nous avons consolidé l'équipe des personnes écoutantes et amélioré nos processus afin d'optimiser la fluidité dans les parcours et continuer de réduire les temps d'attente. Nous avons aussi initié un rapprochement avec les Service Intégrés d'Accueil et d'Orientation pour favoriser les synergies locales et mieux répondre aux besoins, tout en travaillant les opportunités de sortie vers du logement.

Pour s'adapter à un public qui rencontre de plus en plus de problématiques de santé, nous continuons à renforcer notre expertise et notre accompagnement en la matière, par exemple en veillant à faciliter la mobilité des personnes engagées dans des parcours de transition, en prenant en compte les déserts médicaux ainsi que les villes où les soins spécialisés sont trop rares.

Aussi, si la santé mentale est une priorité dans l'offre de service proposée au sein des délégations pour les personnes accueillies, elle l'est aussi pour les personnes professionnelles de la Fondation qui bénéficient depuis 2025 d'un soutien financier exclusif leur permettant, si elles ou ils le souhaitent, de prendre en charge deux séances mensuelles avec le ou la psychologue de leur choix. Ce dispositif de prévention a été déployé dans l'objectif notamment de prévenir les effets délétères possibles du trouble vicariant et d'améliorer le bien-être au travail.

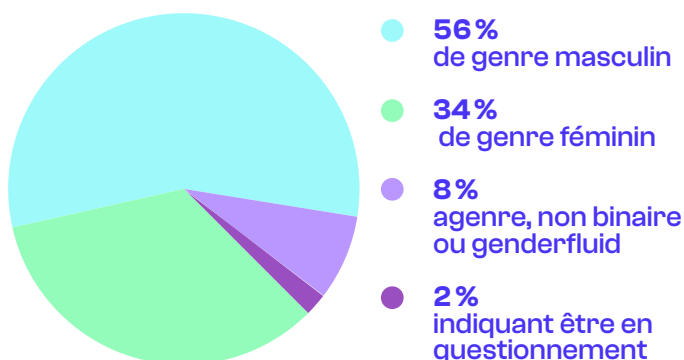
Estelle Espanol
Directrice de l'action sociale

600

personnes ont bénéficié d'un accompagnement social global en 2025, dont

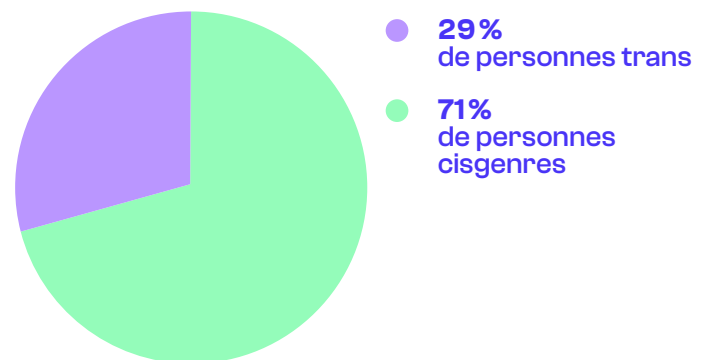
400

avec hébergement



14 mois

est la durée moyenne de présence des personnes sortantes



Strasbourg : une montée en puissance pour répondre à l'urgence

À Strasbourg, 2025 marque un vrai changement d'échelle pour la délégation du Refuge. En un an, le nombre de logements passe de 4 à 11, et la capacité d'accueil de 9 à 20 places.

Un développement rendu possible grâce aux dons que collecte la Fondation et au soutien de la DDETS (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) de la Préfecture du Bas-Rhin, qui finance 15 places d'hébergement. Des partenaires comme la Fondation Crédit Agricole Grand Est ou la fondation IAD ont également apporté des fonds pour l'aménagement et la rénovation des logements.

« Nous avons augmenté nos capacités au regard de nos besoins croissants, car Strasbourg est la seule délégation dans le Grand Est », souligne Junel Guillaume-Kreel, le responsable territorial de la Fondation en région Grand-Est. Une réalité qui se traduit par une hausse des sollicitations, qu'elles viennent des jeunes eux-mêmes ou des acteurs locaux de l'action sociale.

Pour y répondre, l'année 2025 constitue également un tournant avec la mise en place du dispositif d'hébergement d'urgence en lien avec le SIAO 67 (Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation). « Cela nous permet d'avoir une action encore plus territorialisée », souligne Junel Guillaume-Kreel. « Grâce à ce dispositif, nous avons une meilleure visibilité sur les besoins en hébergement et nous pouvons y répondre encore plus efficacement ».

L'équipe salariée de la délégation s'étoffe également : elle passe de 1 à 4 personnes, avec deux travailleurs sociaux et une psychologue clinicienne. Autour d'eux, 25 bénévoles multiplient les initiatives : plus d'une centaine d'ateliers et d'activités ont été organisés en 2025, notamment autour du « savoir habiter » ou de l'insertion.

Objectif affiché : préparer des sorties durables du dispositif. « Nous souhaitons que la moitié des jeunes sortent avec une solution stable début 2026 », indique Junel Guillaume-Kreel. Pari tenu, avec des sorties du dispositif qui ont débouché sur un emploi et un logement.

En parallèle, la délégation élargit son terrain d'action. Une équipe dédiée à la prévention et à la sensibilisation voit le jour fin 2025, avec des interventions prévues dès 2026. Et pour toucher de nouveaux publics, les équipes sortent des cadres habituels. « Nous sommes présents dans des festivals locaux où nous ne sommes pas forcément attendus, comme au NL contest ou au Gros Bordel du Graffalgar », se réjouit Junel Guillaume-Kreel.

Le Refuge a également été soutenu lors de la dernière édition de La Voie Pailletée, un événement caritatif qui regroupe des dizaines de streamers francophones. Ainsi, la Fondation s'invite là où on ne l'attend pas et continue ainsi de s'imposer comme un acteur clé de l'accompagnement des jeunes LGBT+ dans tout le Grand Est.



« Nous avons augmenté nos capacités au regard de nos besoins croissants, car Strasbourg est la seule délégation dans le Grand Est »

Junel Guillaume-Kreel, Responsable territorial de la Fondation en région Grand-Est.



Photos des nouveaux appartements de la délégation de Strasbourg en cours de montage grâce aux bénévoles.

Montpellier : plus de places et plus d'écoute pour encore plus d'impact

À Montpellier, l'année passée marque une accélération nette pour la délégation historique du Refuge, première à avoir été créée en 2003. En un an, la capacité d'hébergement double : elle passe de 10 à 20 places, réparties désormais sur plusieurs communes : Montpellier, Castelnau-le-Lez, et pour la première fois, à Sète.

«Avec maintenant des studios, des T3 et un T4, nous avons un panel de propositions le plus varié possible, explique Yoan Cotta-Aubin, chef de service Montpellier et cadre de l'action sociale Occitanie. Les studios permettent par exemple d'accueillir au mieux des jeunes en situation de mal-être psychique, pour lesquels la cohabitation est difficilement supportable».

Cette montée en puissance s'appuie sur la confiance de quelques bailleurs privés, mais surtout sur celle de partenaires publics comme Sète Thau Habitat, Altémed, Promologis ou encore Hérault Logement, qui ont permis l'ouverture de plusieurs appartements.

Autre évolution majeure : l'ouverture d'un poste supplémentaire du travail social en mars 2025 a permis de renforcer les modalités d'accompagnement. En plus de l'hébergement et du suivi classique, la délégation met en place un accueil de jour, avec deux permanences hebdomadaires sans rendez-vous.



Photos d'un appartement de la délégation de Montpellier.

«Ces nouveaux créneaux d'écoute étaient demandés, souligne Yoan Cotta-Aubin. Peu à peu, le lieu trouve son public : de nombreux jeunes viennent s'informer, échanger, ou simplement se poser au chaud pour boire un café».

L'année est aussi marquée par des initiatives locales fortes. Avec l'association culturelle Masc-34, une vente aux enchères solidaire a été organisée au profit du Refuge, incluant des œuvres réalisées par des jeunes accompagnés.

Pour 2026, la délégation veut poursuivre sur cette dynamique : améliorer les équipements des logements, développer les espaces de travail pour les jeunes et renforcer les activités collectives. Une sortie à la neige est déjà en projet.

Mais un enjeu demeure : consolider les partenariats. «On a toujours autant besoin de soutien humain, financier, matériel», conclut Yoan Cotta-Aubin.



«On a toujours autant besoin de soutien humain, financier, matériel»

Yoan Cotta-Aubin, Chef de service Montpellier et cadre de l'action sociale Occitanie.

Grand Paris : un parc immobilier rénové pour mieux accueillir les jeunes LGBT+

À son arrivée à la Fondation en juin 2024, Corinne Carbini, cheffe de Service Grand Paris et cadre de l'Action Sociale Nord-Ouest, dresse un constat sans détour sur l'état de certains logements du parc local. « Nous avons des appartements particulièrement dégradés, a-t-elle constaté. Cela ne permettait pas d'offrir des conditions de vie optimales, à la fois pour les hébergé.es et pour les membres de l'équipe du Refuge amenés à s'y rendre ».

Face à cette situation, une priorité s'impose : rénover. Dès début 2025, un travail de fond est lancé pour faire l'état des lieux logement par logement, d'abord à Paris puis en banlieue. Objectif : définir les priorités avant de lancer ce vaste chantier.

Avec un parc immobilier de 17 logements, dont 6 captés en 2025, l'investissement est conséquent pour remettre à niveau les appartements et éviter de retomber à l'avenir dans les mêmes difficultés. « La dégradation appelle la dégradation. La rénovation permet donc d'enclencher un cercle vertueux », souligne Corinne Carbini.

Sur le territoire du Grand Paris, 3 logements ont été refaits à neuf et réaménagés grâce au travail d'un entrepreneur, Julien Dupeu, d'un bénévole architecte et de bénévoles de l'Île-de-France. Au-delà d'une simple remise en état, les logements ont été décorés avec soin avec des nouveaux ameublements, des touches de couleur sur les murs et de nouveaux éléments de décoration, pour apporter de la chaleur dans ces lieux de vie. « L'objectif reste de redonner envie aux jeunes de se sentir bien dans ces logements, et aux bénévoles d'y passer des moments pour les accompagner. », affirme Corinne Carbini.

Car, afin de maintenir les logements rénovés en bon état, le projet s'accompagne d'un autre volet : l'apprentissage du « savoir-habiter ». « Quand les personnes ont été marquées par un parcours de rue, prendre soin d'un lieu n'est pas inné ». Des ateliers sont donc mis en place par les bénévoles et l'équipe salariée autour de l'apprentissage des tâches du quotidien comme le ménage, la cuisine, ou l'usage des équipements.

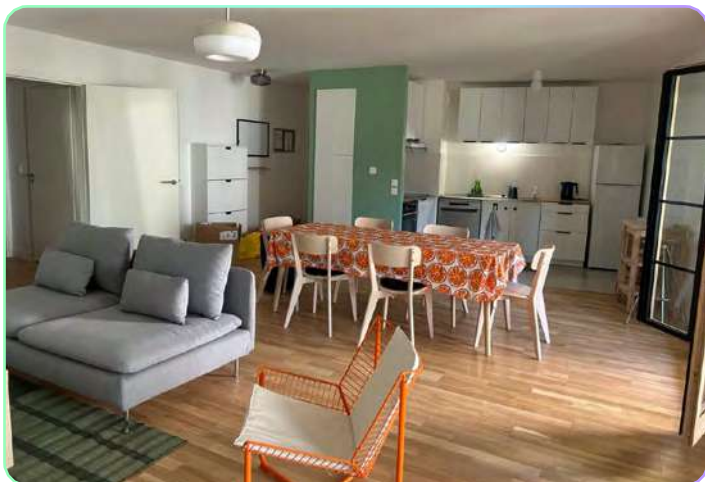


Photo d'un logement de Maisons Alfort.

Les équipes renforcent aussi leur présence dans les logements, notamment à travers des temps collectifs comme des repas partagés. « Ces moments sont l'occasion de prendre la température des relations entre colocataires et d'agir rapidement si des tensions s'installent », explique Corinne Carbini.

En 2026, le cap est clair : terminer le chantier de rénovation pour que les jeunes s'approprient des espaces d'habitation les plus qualitatifs possible.



« La dégradation appelle la dégradation. La rénovation permet donc d'enclencher un cercle vertueux »,

Corinne Carbini Cheffe de Service Grand Paris et cadre de l'Action Sociale Nord-Ouest.



Photo d'un logement du 20°.

« Chaque logement est un lieu de vie
et d'apprentissage au savoir-vivre
et au savoir-habiter ensemble »

Corinne Carbini Cheffe de Service Grand Paris et cadre de l'Action Sociale Nord-Ouest.

Guyane : une délégation en première ligne sur les trajectoires migratoires

En Guyane, l'année 2025 marque une étape structurante pour la délégation locale du Refuge. En avril, un nouveau centre LGBT+ administré par la Fondation a été inauguré à Cayenne, financé par la Dilcrah. Un espace pensé pour accueillir le public LGBT+ de Guyane dans les meilleures conditions et leur offrir un accompagnement adapté à leurs besoins.

Dans le même temps, l'offre d'hébergement s'est renforcée avec l'ouverture de 15 places d'urgence, grâce à une convention avec la Préfecture de Guyane. Le parc immobilier se compose désormais de deux studios, d'un T3, de deux T4 et d'un T5, permettant d'héberger les jeunes en chambres individuelles, un cadre essentiel pour garantir sécurité et intimité.

Cette montée en capacité répond à une demande croissante dans un territoire au contexte singulier. Les jeunes LGBT+ accueillis en Guyane sont confrontés à des parcours marqués par le rejet lié à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre. Mais pour beaucoup, ces ruptures s'inscrivent aussi dans des trajectoires migratoires longues et éprouvantes, où la violence est omniprésente. « La Guyane, c'est un territoire de passage, résume Samy Lfiti, coordinateur territorial du Refuge. Pour 90 % des jeunes que nous accompagnons, l'objectif final reste d'atteindre l'Hexagone ».

Parmi eux, nombreux sont originaires du Maghreb et transitent par le Brésil, qui facilite l'obtention de visas avec plusieurs pays, et partage plus de 700 kilomètres de frontière avec la Guyane. Ce contexte fait de ce département d'outre-mer un point d'entrée stratégique vers la France.

« La Guyane, c'est un territoire de passage. Pour 90 % des jeunes que nous accompagnons, l'objectif final reste d'atteindre l'Hexagone »

résume Samy Lfiti, Coordinateur territorial de la Guyane au Refuge.

Mais une fois sur place, les parcours se heurtent à une autre réalité : celle de l'attente. Récemment, l'instabilité en Haïti a par exemple entraîné une forte augmentation des demandes d'asile : elles dépassent les 20 000 en 2024 et saturent les dispositifs existants.

« Cet afflux de dossiers provoque un blocage administratif, et les délais pour un premier rendez-vous à l'Ofpra atteignent jusqu'à 200 jours ! » alerte Samy Lfiti. Un temps suspendu durant lequel les jeunes doivent pourtant être accompagnés, logés et sécurisés.

Au-delà de l'hébergement, les besoins d'accompagnement sont nombreux et spécifiques. « A la différence des délégations présentes en métropole, le français langue étrangère est un besoin central pour nos jeunes », insiste Samy Lfiti. Un bénévole assure déjà des cours, tandis qu'une campagne de recrutement est en cours pour renforcer cet accompagnement.

« Cet afflux de dossiers provoque un blocage administratif, et les délais pour un premier rendez-vous à l'Ofpra atteignent jusqu'à 200 jours ! »

Samy Lfitti, Coordinateur territorial de la Guyane au Refuge.

D'autres enjeux s'imposent : reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, accès à l'emploi, mais aussi accompagnement face à des situations de grande précarité, comme le travail du sexe ou les conduites addictives. Le volet psychologique est également essentiel. « Les jeunes arrivent avec des psychotraumatismes importants, liés à la fois au rejet dans leur pays d'origine, au parcours migratoire et à l'éloignement », rappelle Barbara Bertrand, déléguée territoriale de Guyane, en charge de l'animation bénévole de la délégation. Pour les mois à venir, la délégation entend renforcer son action sur l'insertion professionnelle. L'accompagnement à la rédaction de CV, le développement de missions de bénévolat et la structuration d'un réseau de partenaires constituent des leviers prioritaires.

« Les jeunes suivis par le Refuge sont aussi en demande de loisirs, comme des ateliers cuisine, des visites culturelles ou dans la nature. Pour l'année qui vient, nous voulons intensifier ce type d'activité », ajoute Barbara Bertrand, qui cherche aussi à renforcer le noyau dur de sept bénévoles déjà impliqués régulièrement dans la délégation. En parallèle, l'équipe souhaite développer des actions de sensibilisation auprès des professionnels médico-sociaux afin de mieux faire connaître les spécificités des publics accompagnés.

Dans un territoire marqué par l'urgence et la mobilité des parcours, la délégation de Guyane poursuit ainsi sa structuration. Elle adapte en permanence son action à des réalités complexes, avec une ambition constante : offrir à chaque jeune les conditions nécessaires à sa reconstruction.



« Les jeunes arrivent avec des psychotraumatismes importants, liés à la fois au rejet dans leur pays d'origine, au parcours migratoire et à l'éloignement »

Barbara Bertrand, Déléguée territoriale de Guyane, en charge de l'animation bénévole de la délégation.

Insertion professionnelle : donner toutes leurs chances aux jeunes du Refuge

Après avoir repris pied dans leur vie, les jeunes accompagnés par la Fondation doivent franchir une étape décisive : trouver un emploi et accéder à une autonomie durable. Pourtant, pour beaucoup, décrypter les offres de formation ou préparer un premier entretien d'embauche reste un défi immense sans accompagnement spécifique. En 2025, la Fondation choisit d'investir pleinement ce « dernier kilomètre de l'insertion ».

« Si une personne est accompagnée, logée, soutenue psychologiquement, mais qu'elle ne trouve pas de travail, elle risque de retomber dans la précarité, résume Édouard Jouannault Taylor, directeur de la communication et du mécénat. C'est alors toute la chaîne qui se fragilise. »

Pour relever ce défi, la Fondation lance l'an dernier un programme d'insertion professionnelle à titre expérimental. Près de 80 jeunes y participent. La Fondation organise un forum des métiers réunissant une dizaine d'entreprises partenaires, puis propose des échanges autour de thématiques comme la place des personnes LGBT+ au travail. Ces rencontres ouvrent des perspectives concrètes : certains jeunes intègrent des formations, d'autres engagent un parcours vers l'emploi.

Au cœur du programme, la Fondation déploie également un dispositif inédit : le mentorat. Elle mobilise des professionnels bénévoles issus d'entreprises partenaires et crée des binômes avec les jeunes. L'objectif est clair : transmettre les codes du monde professionnel. « Les mentors apportent des outils concrets pour affronter le monde du travail, mais aussi des compétences informelles, les fameuses "soft skills", que beaucoup de jeunes n'ont pas pu acquérir dans leur parcours », explique Édouard Jouannault Taylor.

Dans le cadre de l'expérimentation, quinze duos se constituent. Parmi les partenaires engagés figurent la Fondation RATP et la Fondation Viva Glam d'Estée Lauder. Ces entreprises s'impliquent en proposant des mentors, en ouvrant des opportunités professionnelles et en soutenant financièrement le programme.

Car si les mentors s'engagent bénévolement, la Fondation doit lever d'autres freins très concrets. Elle finance des formations, prend en charge des frais de transport, aide à l'achat de tenues professionnelles. « Il s'agit de faire en sorte qu'aucune opportunité ne soit inaccessible pour des raisons matérielles », souligne Édouard Jouannault Taylor.

Au vu du très bon bilan de l'expérimentation, la dynamique va se poursuivre. « Nous souhaitons multiplier les partenariats avec des entreprises les plus variées possibles pour offrir une profusion de choix ». Car le programme porte aussi une ambition forte : élargir l'horizon et montrer l'étendue des possibles à des personnes qui,

après le rejet, doivent parfois renouer avec des ambitions mises en sourdine. « Les jeunes avaient des rêves d'enfant ou d'adolescents et il faut qu'ils comprennent qu'ils peuvent toujours y accéder », raconte Édouard Jouannault Taylor. La rupture familiale ne doit pas être un événement qui définit leur avenir. »

Officiellement lancé début 2026, le nouveau programme de mentorat affiche un objectif ambitieux : mobiliser 100 mentors pour accompagner durablement les jeunes du Refuge et consolider leur accès à l'autonomie.



« Les jeunes avaient des rêves d'enfant ou d'adolescents et il faut qu'ils comprennent qu'ils peuvent toujours y accéder. La rupture familiale ne doit pas être un événement qui définit leur avenir. »

Édouard Jouannault Taylor, Directeur de la communication et du mécénat.

Santé mentale : le soutien psychologique renforcé

En 2025, le soutien psychologique s'impose comme un pilier de l'accompagnement des jeunes du Refuge. Ce type de suivi existait déjà dans le parcours d'accompagnement, mais il se généralise. «Aujourd'hui, il y a des psychologues dans toutes les délégations. C'est devenu un prérequis», affirme Pacôme Rupin, directeur général de la Fondation. «Nous visons à terme de pouvoir faire bénéficier d'un soutien psychologique à toutes les personnes accueillies qui le demandent, à raison de deux séances par mois. Près de la moitié des jeunes que nous hébergeons y ont déjà accès.»

Dans la plupart des cas, les psychologues interviennent directement dans les locaux du Refuge, quelques heures par semaine. Ainsi, leur action s'inscrit dans la durée en participant pleinement au travail des équipes sociales.

Ils occupent un rôle central dans la reconstruction de jeunes LGBT+ marqués par le rejet familial, les discriminations, les violences, et pour certain-es l'exil : les traumatismes sont nombreux et la reconstruction demande du temps. Dès l'arrivée au Refuge, un premier rendez-vous est proposé. Une porte d'entrée vers un accompagnement récurrent si le jeune le décide.

Dans les situations les plus complexes, des relais existent avec des professionnels extérieurs, notamment en psychiatrie. Des partenariats locaux permettent d'assurer un suivi adapté lorsque cela est nécessaire.

Ce renforcement du soutien psychologique répond aussi à une évolution plus large. Les jeunes générations expriment davantage leurs besoins en santé mentale et recourent plus facilement à ces accompagnements.

Soutenu financièrement par les Agences Régionales de Santé et par les dons recueillis par la Fondation, ce dispositif apparaît désormais comme une évidence : «Accompagner la santé mentale des jeunes, c'est aussi leur permettre de poser les bonnes fondations pour leur reconstruction», conclut Pacôme Rupin.



« Accompagner la santé mentale des jeunes, c'est aussi leur permettre de poser les bonnes fondations pour leur reconstruction »

Pacôme Rupin, Directeur général de la Fondation.

**NOS MISSIONS
POUR LUTTER
PARTOUT CONTRE
LES VIOLENCES
LGBTPHOBES**

Ligne d'écoute : le dispositif se renforce pour mieux protéger et orienter

Le numéro a changé, mais l'oreille au bout du fil est toujours bien présente. A l'écoute d'une voix hésitante, d'une demande d'hébergement, ou d'un besoin urgent de se confier sans jugement.

En 2025, la ligne d'écoute du Refuge poursuit son rôle de premier contact avec la Fondation. Une année marquée par le renforcement de l'équipe de bénévoles écoutants : de 18 en janvier 2025, ils sont passés à 38 à la fin de l'année.

« Grâce à cette augmentation, nous pouvons encore mieux répondre aux appels et assurer une présence encore plus régulière », se réjouit Maroua Mansour, responsable de la ligne d'écoute et des admissions. Et les demandes sont toujours aussi nombreuses : 7500 appels ont été traités l'année dernière.

Des bénévoles écoutants très suivis

Derrière cette montée en puissance, un travail de structuration essentiel. La ligne repose sur des bénévoles répartis partout en France, qui assurent leurs permanences à distance. Pour garantir une écoute de qualité, la formation occupe une place centrale : deux jours en présentiel, puis des temps de formation continue en visio.

« La formation sécurise leur investissement. Elle permet de s'assurer que les échanges avec les appelant·es se font correctement, sans jugement, souligne Maroua Mansour. Nous devons nous assurer que les bénévoles disposent des bons repères sur les questions d'identité de genre, d'orientation sexuelle et toutes les autres problématiques rencontrées au bout du fil ».

Un suivi constant s'organise également afin de construire une relation de confiance solide avec les bénévoles. Des points réguliers avec eux permettent de revenir sur des situations complexes, d'éviter le surinvestissement et de préserver l'équilibre de chacun.

Dans les moments les plus sensibles, un autre dispositif prend le relais : l'astreinte. Assurée par les cadres de l'action sociale, elle permet d'apporter un soutien immédiat, notamment en soirée et le week-end. Un appui précieux pour répondre aux situations les plus délicates.



« Grâce à cette augmentation, nous pouvons encore mieux répondre aux appels et assurer une présence encore plus régulière »

Maroua Mansour, Responsable de la ligne d'écoute et des admissions.

Une nouvelle application mise en service

Autre évolution majeure en 2025 : le déploiement de l'application sécurisée MODIS, conçue par notre partenaire AKKODIS grâce à un mécénat en nature. Accessible via un smartphone dédié, attribué à chaque bénévole, elle permet de recevoir les appels, de rappeler les personnes et de consigner les informations recueillies. Après chaque échange, une fiche est renseignée : l'âge, la localisation, la situation au moment de l'appel, le motif de la demande. « C'est un outil essentiel pour obtenir des chiffres fiables sur le public qui contacte la ligne », explique Maroua Mansour.

Les appels traduisent des situations de grande fragilité, souvent liées à des parcours de rue ou à des violences subies. « Ce n'est pas facile d'appeler la ligne, il faut vraiment être dans une détresse profonde pour passer le pas », remarque Chantal Le Duilhuit, écoutante bénévole. Beaucoup d'échanges sur la ligne concernent des demandes d'hébergement : 37 % des appels globaux, jusqu'à 80 % chez les appelant·es de 18-25 ans LGBT+. « Quand on reçoit une telle demande, le but c'est de rassurer et d'expliquer le processus », souligne Chantal Le Duilhuit. « L'écoutant·e est entre deux mondes, poursuit Walli Medard, également bénévole sur la ligne. Nous apportons un peu de courage aux appelant·es le temps que les travailleurs sociaux prennent le relais ».

Au bout du fil, des situations difficiles

En effet, après une demande d'hébergement, un processus précis s'enclenche : les salariés référents de la ligne d'écoute sont alertés afin d'analyser la situation, avant d'organiser un entretien de pré-admission avec un travailleur social. En 2025, 610 demandes ont ainsi donné lieu à 474 entretiens, pour 143 admissions.

Parmi les appelant·es âgés de 18 à 25 ans, 37 % se trouvaient déjà à la rue au moment de l'appel. Parmi les problèmes exprimés au téléphone, les ruptures familiales sont très fréquentes, tout comme les difficultés rencontrées particulièrement par les personnes transgenre. « Au bout du fil, la personne ne veut pas de pitié, elle veut de l'aide », explique Chantal Le Duilhuit.



« Au bout du fil, la personne ne veut pas de pitié, elle veut de l'aide »

Chantal Le Duilhuit, Écoutante bénévole.



« L'écoutant·e est entre deux mondes »

Walli Medard, Bénévole sur la ligne d'écoute.

Les chiffres de la ligne d'écoute en 2025 :

7 530

appels reçus en 2025

80 %

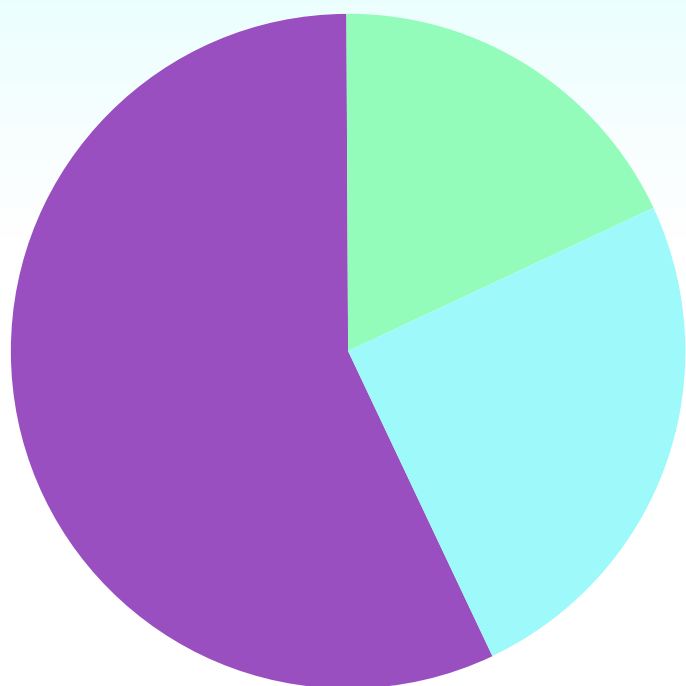
des demandes d'hébergement
(1 857 demandes) concernent
des personnes entre 18 et 25 ans.

2 732

demandes d'hébergement
formulées auprès de nos
services.

111

appels d'insultes,
de menaces ou de canulars reçu
sur la ligne d'écoute.



10,9 %
des demandes sont celles
des femmes cisgenres.

37,4 %
des demandes proviennent
des personnes transgenres,
le deuxième public faisant
le plus appel au Refuge.

51,7 %
des demandes proviennent
des hommes cisgenres.

En 2025, les délégations du Refuge poursuivent leur développement

Partout sur le territoire, les antennes locales de la Fondation se structurent pour continuer à répondre à une demande croissante, en s'adaptant aux réalités locales. Nouvelles capacités d'accueil, nouveaux locaux, nouveaux projets : tour d'horizon des dynamiques locales.

En Seine-Saint-Denis, un nouveau point d'ancrage à Montreuil

En 2025, la délégation 93 du Refuge franchit une étape clé : avec le soutien de la mairie de Montreuil et de la Dilcrah, la Fondation reçoit en avril les clés d'un local de 70 m², situé avenue du Président-Wilson. Le début d'une nouvelle phase de développement pour cette délégation créée fin 2024.

Réparti sur deux niveaux, le local est en cours de rénovation : l'étage, désormais terminé et meublé, accueille déjà les équipes, tandis que les travaux du rez-de-chaussée se poursuivent. «Nous espérons pendre la crémaillère au plus tard en juin 2026», glisse Magali Remion, la déléguée départementale. À terme, le lieu a vocation à devenir un véritable espace d'accueil pour les jeunes. Il pourra servir de lieu de domiciliation, d'espace de suivi avec les travailleurs sociaux et les psychologues, mais aussi accueillir des ateliers et des groupes de parole.

Car les besoins de la communauté LGBT+ locale sont importants, et la demande d'accès à des ressources de proximité est forte : «À Paris, il y a énormément de lieux consacrés à la communauté LGBT+, mais il est parfois difficile de s'y déplacer pour y accéder», souligne Magalie Remion.

Une implantation locale que la délégation compte bien renforcer à l'avenir. Avec une vingtaine de bénévoles,

elle est déjà très active. «Nous menons beaucoup d'interventions de sensibilisation en collèges et lycées, et nous avons récemment été sollicités pour des formations auprès des personnels municipaux de Montreuil», souligne Magali Remion.

Autre enjeu : le développement d'un réseau avec des associations LGBT+ et alliées au niveau local. «Le développement d'un maillage institutionnel pour enclencher une dynamique inter-associative nous permettra d'approfondir encore plus notre ancrage sur le territoire», affirme la déléguée départementale.

En Seine-Saint-Denis, à Bobigny, un logement disposant de quatre places d'hébergements accueillant des jeunes a également ouvert en 2025, avec pour objectif d'ouvrir de nouvelles places à l'avenir. «Le besoin est grand : l'année dernière, la ligne d'écoute a recueilli 92 demandes d'hébergement sur le département», révèle Magali Rémion.



«À Paris, il y a énormément de lieux consacrés à la communauté LGBT+, mais il est parfois difficile de s'y déplacer pour y accéder»

Magali Remion, Déléguée départementale du 93.



Photos de la délégation du 93 avec des bénévoles.



Les actions de sensibilisation et de formation poursuivent leur professionnalisation

En 2025, les actions de sensibilisation du Refuge franchissent un nouveau cap. De plus en plus nombreuses dans les établissements scolaires, elles s'étendent aussi aux structures de santé ou aux entreprises. En parallèle, la formation interne des bénévoles et salariés de la Fondation est également renforcée.

En 2025, des actions de sensibilisation en milieu scolaire de plus en plus nombreuses

Une salle de classe. Les chaises raclent le sol pendant que les élèves s'installent. Des rires gênés, et puis des mains timides se lèvent, les premières questions fusent. Identité de genre, orientation sexuelle, stéréotypes : les échanges s'animent, les jeunes s'expriment, parfois maladroitement, mais toujours intéressés. En 2025, ces scènes se sont répétées dans les dizaines de collèges et lycées où le Refuge est intervenu, dans le cadre de ses actions de sensibilisation en milieu scolaire.

L'année dernière, la Fondation a mené plus de 400 interventions et a touché plus de 11 000 élèves partout en France, soit plus de 3000 jeunes supplémentaires par rapport à 2024.

«Tous nos efforts de structuration, de professionnalisation et de formation des bénévoles menés depuis plusieurs années portent leurs fruits sur le terrain, résume Garance Capelier, responsable du service formation et sensibilisation de la Fondation. La qualité des supports et de notre approche pédagogique est reconnue par les établissements scolaires et le bouche à oreille fonctionne bien : les demandes sont en constante progression».

Recueillir la parole des élèves

Pour répondre à ces sollicitations, de plus en plus de bénévoles ont été formés aux interventions en milieu scolaire. Parmi les nouveaux arrivants de 2025, Gaspard Marilhet cherchait à poursuivre « une activité avec du sens » après avoir pris sa retraite. Il a mené l'année dernière plusieurs dizaines d'IMS. «J'aime beaucoup ce travail auprès des jeunes car les séances sont toujours différentes d'un établissement à l'autre», souligne celui qui est également co-référent sensibilisation pour l'Île de France.

Face aux bénévoles, les élèves s'expriment en effet très librement. «Nous sommes même parfois surpris par le niveau de connaissance élevé de certain·es sur les problématiques LGBT+ et sur leur maturité», remarque-t-il. Mais les intervenants doivent aussi parfois recueillir des prises de parole violentes. «Nous ressentons l'impact de la montée de discours LGBTphobes dans l'espace médiatique, pointe Garance Capelier. Certains élèves répètent ces opinions entendues ailleurs».

«Nous entendons en effet des choses difficiles, mais cela renforce la conviction que ces interventions sont essentielles, appuie Gaspard Marilhet. L'enjeu, c'est de promouvoir le vivre-ensemble dès le plus jeune âge».

Pour autant, le climat global reste positif lors de ces séances, et des mécanismes sont mis en place pour faciliter l'entraide entre bénévoles, notamment par la mise en place d'un chat d'échange national. «Il y a un travail collectif pour ajuster les interventions, échanger sur les situations rencontrées et faire évoluer les pratiques si besoin», explique Garance Capelier.



Intervention en milieu scolaire au collège Saint-Exupéry de Forges les eaux, réalisée le 6 mars 2026. Département Seine-Maritime.

Le programme EVARS comme nouveau cadre d'intervention

Depuis la rentrée 2025, les actions du Refuge en milieu scolaire peuvent se dérouler dans le cadre d'EVARS (Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle). L'obligation d'apporter une éducation sexuelle dans le cadre scolaire n'est pas nouvelle, mais ce programme vise à faciliter la mise en œuvre de ces séances obligatoires et à soutenir les enseignants grâce à un cadre clair et partagé à l'échelle nationale. «De nombreux établissements préfèrent solliciter des organisations tierces comme le Refuge pour remplir leurs obligations» remarque Garance Capelier.

Dans ce contexte, le service sensibilisation a d'ailleurs développé des nouveaux supports d'intervention à destination des élèves de primaire. «C'est la grande nouveauté de l'année dernière», se félicite la responsable du service formation et sensibilisation. Principale différence avec les interventions dans le secondaire : il n'est pas fait mention de sexualité, mais les modules abordent surtout les stéréotypes de genre et la diversité des familles. Le support pédagogique a été expérimenté de janvier à juin, pour être prêt à être déployé dès la rentrée scolaire 2025.

Une montée en puissance qui va se poursuivre. «En 2026, nous avons des objectifs très ambitieux pour toucher un public encore plus large», prévient Garance Capelier. Et continuer à sensibiliser pour faire évoluer les regards sur les personnes LGBT+.



«Il y a un travail collectif pour ajuster les interventions, échanger sur les situations rencontrées et faire évoluer les pratiques si besoin»

Garance Capelier, responsable du service formation et sensibilisation de la Fondation

Interventions dans le milieu médical : sensibiliser pour restaurer la confiance

Dans le milieu médical, les personnes LGBT+ sont souvent confrontées à la méconnaissance du personnel soignant quant aux problématiques qui leur sont propres. Une question maladroite, un pronom mal utilisé ou un regard empli de jugement, et c'est toute la relation de confiance qu'un-e patient-e est en droit d'attendre de son médecin qui est mise à mal. «Quand ces personnes ont été traumatisées par de mauvaises expériences, elles sont plus nombreuses à repousser les soins nécessaires, voire à y renoncer totalement», alerte Garance Capelier.

C'est pour éduquer largement sur ces questions que le Refuge mène aussi des actions de sensibilisation auprès des personnels de santé. En 2025, cette offre s'est d'ailleurs encore plus étoffée et structurée. Ainsi, les échanges s'organisent sur trois axes principaux.

D'abord, une sensibilisation aux enjeux liés aux identités LGBT+ : il s'agit par exemple d'expliquer la distinction entre sexe biologique et identité de genre. «L'objectif, c'est de donner des repères clairs et accessibles pour bien comprendre les parcours de personnes transgenre ou intersexuées», souligne Garance Capelier.

Le Refuge aborde également la question des bonnes pratiques administratives. Comment vérifier une identité tout en respectant la personne ? Comment éviter le mégenrage, y compris lors d'un simple appel téléphonique ? Il s'agit de donner les clés aux équipes médicales pour savoir répondre à des situations concrètes, souvent sources de tensions.

Enfin, les formations abordent la prise en charge médicale elle-même. Certaines pratiques reposent encore sur des présupposés de genre, avec des conséquences directes sur les soins. Comment poser une question de manière non genrée ? Comment adapter un examen ou un suivi ? Le Refuge transmet ainsi des éléments essentiels pour éviter les erreurs et garantir un accompagnement basé sur l'empathie et la confiance.

Les efforts de formation des personnels du Refuge se poursuivent

Avant d'être en contact avec les jeunes, il y a une étape clé : se former. En 2025, le Refuge renforce encore ses dispositifs internes pour donner les bons outils aux bénévoles et salariées face à des réalités toujours plus complexes.

Chaque personne engagée au sein de la Fondation bénéficie d'un socle commun avec un module en présentiel d'une journée, qui porte sur la posture bénévole et l'engagement au Refuge. Un module désormais largement porté par des formateur·ices bénévoles, qui ont été formés pour intervenir sur ces sujets.

À cela s'ajoutent deux modules en visioconférence. L'un porte sur les fondamentaux des problématiques LGBTQIA+. L'autre est une nouveauté lancée en 2025 : il est centré sur les questions d'identité de genre. Au total, près de 500 personnes ont été formées l'année dernière sur ces deux modules.

L'offre s'élargit également avec des formations continues ciblées sur les interventions en milieu scolaire ou l'écoute téléphonique. Autre nouveauté : un parcours dédié aux délégués bénévoles, accompagné d'un livret de référence pour structurer leurs missions.

Un investissement essentiel, qui accompagne la montée en puissance du Refuge et garantit un accompagnement toujours plus juste sur le terrain.

Au Refuge, le bénévolat en action !

Les missions de la Fondation Le Refuge ne sauraient se déployer sans l'engagement désintéressé de plus de 550 bénévoles, mobilisés pour lutter à tous les niveaux contre les discriminations homophobes et transphobes.

Dans tous nos dispositifs, les bénévoles mènent des actions complémentaires aux missions d'accompagnement exercées par nos équipes sociales : animation culturelle, médiation, écoute, soutien à l'insertion professionnelle... Mais les bénévoles du Refuge assurent aussi, au quotidien, les missions permettant la bonne gestion de nos dispositifs d'accueil : comptabilité, communication, partenariats, entretien des appartements...

Ce sont près de 86 000 heures de bénévolat qui ont ainsi été effectuées au sein de la Fondation Le Refuge, en 2025, au bénéfice d'un public en situation de grande précarité.

Merci aux bénévoles du Refuge pour leur engagement extraordinaire.

550
bénévoles

dont

160
bénévoles
mobilisés sur
les Interventions
en Milieu Scolaire

dont

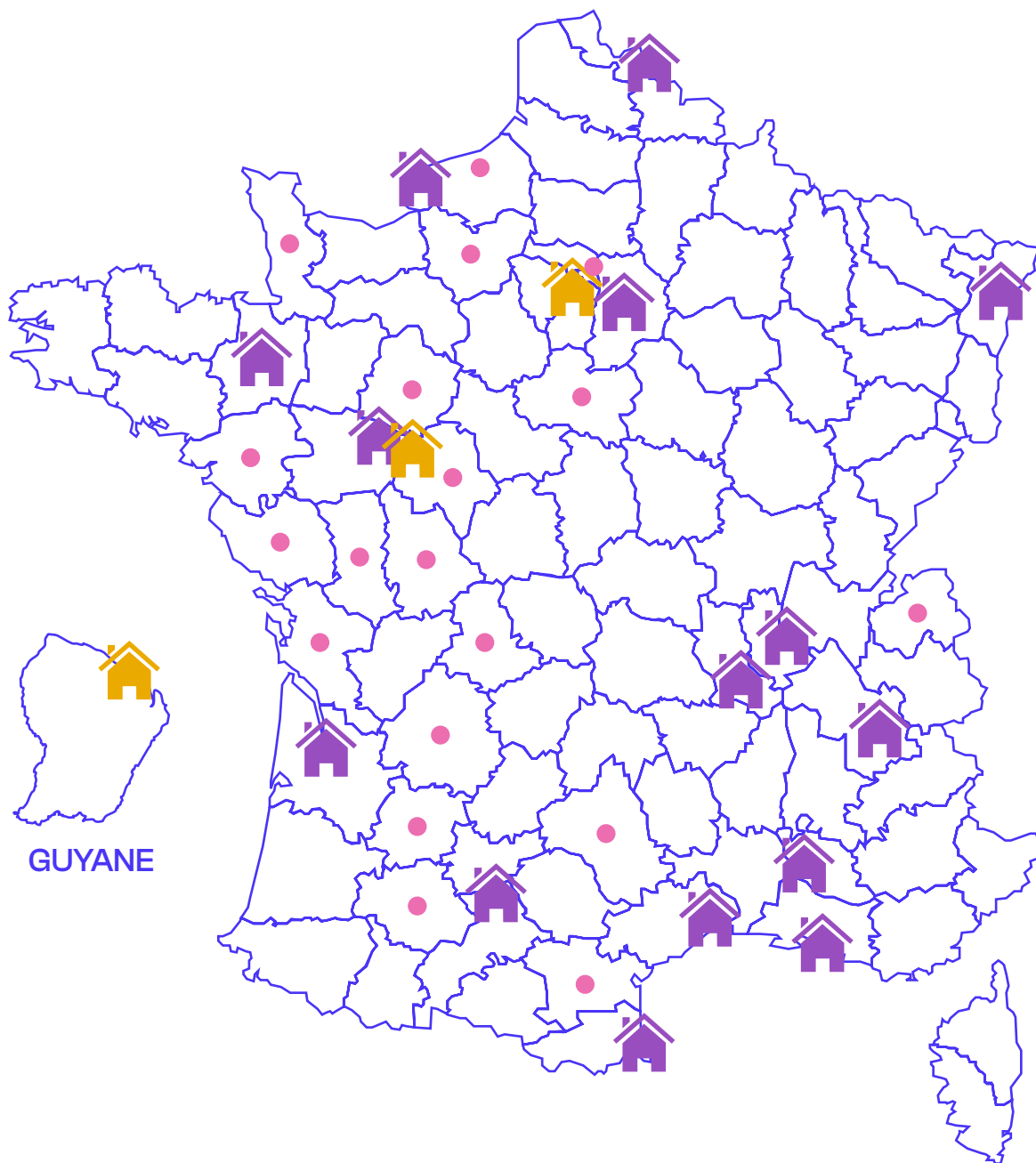
18
formateur·ices
bénévoles en
Interventions
en Milieu Scolaire

dont

38
bénévoles
écoutant·es



Photo du séminaire de 2025.



16 délégations
avec hébergement et accompagnement social

19 délégations
de prévention et de sensibilisation

3 dispositifs spécifiques
Centre d'accueil pour réfugiés LGBT+ (DENH d'Angers)
Centre LGBT+ d'accueil et d'hébergement en Guyane (Cayenne)
Centre LGBT+ d'accueil et d'orientation en Hauts-de-Seine (Nanterre)

Le lancement d'une Fédération Européenne pour unir les refuges LGBT+

En juillet 2025, à l'Hôtel de Ville de Lyon, plusieurs structures européennes d'accueil LGBT+ ont franchi un nouveau cap avec la création officielle d'une Fédération européenne des Refuges.

«Nous avons besoin d'un cadre plus structuré pour travailler ensemble à l'échelle européenne, explique Benoît Cascade, directeur du développement. Les réalités diffèrent selon les pays, mais les jeunes que nous accompagnons font face aux mêmes violences et aux mêmes ruptures.»

C'est une nouvelle étape dans l'engagement international de la Fondation, après la première édition de la Queer Shelters Initiative en 2024. L'événement avait alors rassemblé des associations sœurs venues de Belgique, d'Espagne, d'Inde ou encore du Brésil. Les échanges avaient permis de souligner un besoin de synergie entre ces différentes structures. «L'isolement de chaque structure fragilise tout le monde. Il était essentiel de mutualiser nos forces», résume Benoît Cascade.

C'est donc chose faite avec le lancement de cette Fédération à l'échelle européenne, qui rassemble cinq associations : Le Refuge, Le Refuge Bruxelles, Dialogay à Genève, Gay Center Roma en Italie et Ahora Donde à Barcelone. Le Refuge France et Bruxelles en assurent la coprésidence.

Objectif : porter une voix commune auprès des institutions européennes, répondre à des appels à projets transnationaux et sécuriser de nouveaux financements. «L'idée est de peser davantage à l'échelle du continent, souligne Benoît Cascade. Nous voulons défendre des standards de protection et soutenir les pays où la situation reste très préoccupante, comme en Pologne ou en Hongrie».

La fédération ambitionne aussi de partager méthodologies et expertises avec des structures plus petites : «Nous avons accumulé des années d'expérience en matière d'hébergement, d'accompagnement social et psychologique. Il est essentiel de la transmettre.»

Depuis son lancement, le site internet de la Fédération s'est structuré et un nouvel événement se prépare pour mai 2026. En parallèle, elle travaille au recrutement de nouveaux membres et à la recherche de financements européens.

«C'est une étape fondatrice qui, à terme, doit renforcer la protection des jeunes LGBT+ partout en Europe», conclut Benoît Cascade.



Logo de la European Federation of Queer Shelters



Photo de la signature de l'acte de fondation de la Fédération Européenne des Refuges LGBT+ avec Benoît Cascade, directeur du développement, aux côtés de Grégory Doucet, Maire de Lyon.

« C'est une étape fondatrice qui, à terme, doit renforcer la protection des jeunes LGBT+ partout en Europe »

Benoît Cascade, Directeur du développement.

La Boussole : un nouveau repère pour les personnes LGBT+

En 2025, la Fondation Le Refuge a préparé une nouvelle étape de son engagement contre les LGBTphobies : la création de centres LGBT+, pensés comme des lieux d'accueil, d'orientation et de ressources. A terme, ils doivent se déployer dans des territoires où une telle offre est inexistante ou fragmentée, en lien avec les associations locales.

Et les besoins sont bien présents : « Dans un climat de banalisation des discours et des violences contre les personnes LGBT+, beaucoup se retrouvent isolées, sans savoir vers qui se tourner », rappelle Pacôme Rupin, directeur général du Refuge.

Aux manettes de ce projet financé par la Dilcrah, Astrid Perdrix, dont la mission a consisté à poser les fondations de ces futurs lieux. « Il fallait se demander ce qu'est un centre LGBT aujourd'hui, à quoi il sert vraiment et comment être innovant dans les accompagnements proposés », explique-t-elle.

Un centre pilote pour apprendre du terrain

Avant toute annonce nationale, la Fondation choisit d'expérimenter. Un centre pilote ouvre en Guyane, sans marque spécifique. L'objectif : tester les modalités d'accueil, comprendre et mesurer les besoins réels.

« Cette phase nous a permis d'identifier ce qui fonctionne et ce qui doit être ajusté, explique Astrid Perdrix. Nous en avons tiré des leçons comme l'importance de l'accessibilité du lieu, de la clarté du positionnement ou encore du rôle central de la coordination inter-associative ».

Le terrain confirme aussi une réalité : les demandes dépassent largement le cadre des situations d'urgence. Soutien psychologique, accès aux soins, prévention des IST, accompagnement juridique, aide au dépôt de plainte, orientation sociale. Le centre pilote a accompagné environ 70 personnes sur l'ensemble de l'année 2025, pour un total de 120 actes d'accompagnement.

« Le premier effet observé est la réduction de l'isolement, souligne Astrid Perdrix. L'existence d'un lieu identifié, accessible et sécurisant permet aux personnes LGBT+ de formuler leurs besoins, souvent pour la première fois, et d'engager des démarches qu'elles n'auraient pas entreprises seules ».

Un modèle à reproduire

Forte des enseignements guyanais, la Fondation consacre la seconde partie de l'année 2025 à structurer le projet. Il trouve alors son nom, La Boussole, et ses missions se précisent avec quatre piliers principaux : accueillir, accompagner, rassembler et renforcer.

D'abord, il s'agit d'offrir une porte d'entrée gratuite, sans rendez-vous, pour écouter et orienter immédiatement les personnes en situation d'urgence ou d'isolement. Ensuite, sécuriser les parcours grâce à un accompagnement coordonné (santé mentale, accès aux droits, démarches administratives...) en lien avec des professionnels et associations partenaires. Les centres sont aussi des lieux de vie, qui créent du lien à travers ateliers, groupes de parole et actions de prévention. Enfin, ils soutiennent l'écosystème local en formant et en outillant bénévoles et acteurs du territoire, afin de renforcer durablement les capacités d'action face aux LGBTphobies.



« Il fallait se demander ce qu'est un centre LGBT aujourd'hui, à quoi il sert vraiment et comment être innovant dans les accompagnements proposés »,

Astrid Perdrix, Directrice des lieux d'innovation sociale.



Logo La Boussole

têtu : une reprise pour sauver une voix qui compte

Pour beaucoup de jeunes LGBT+, têtù a d'abord été une image aperçue de loin. Une couverture repérée sur un kiosque, un titre lu à la dérobée. Avant même d'oser franchir le pas et de l'acheter, le magazine jouait déjà un rôle essentiel pour celles et ceux qui se cherchaient encore : leur assurer qu'ils ou elles ne sont pas seuls.

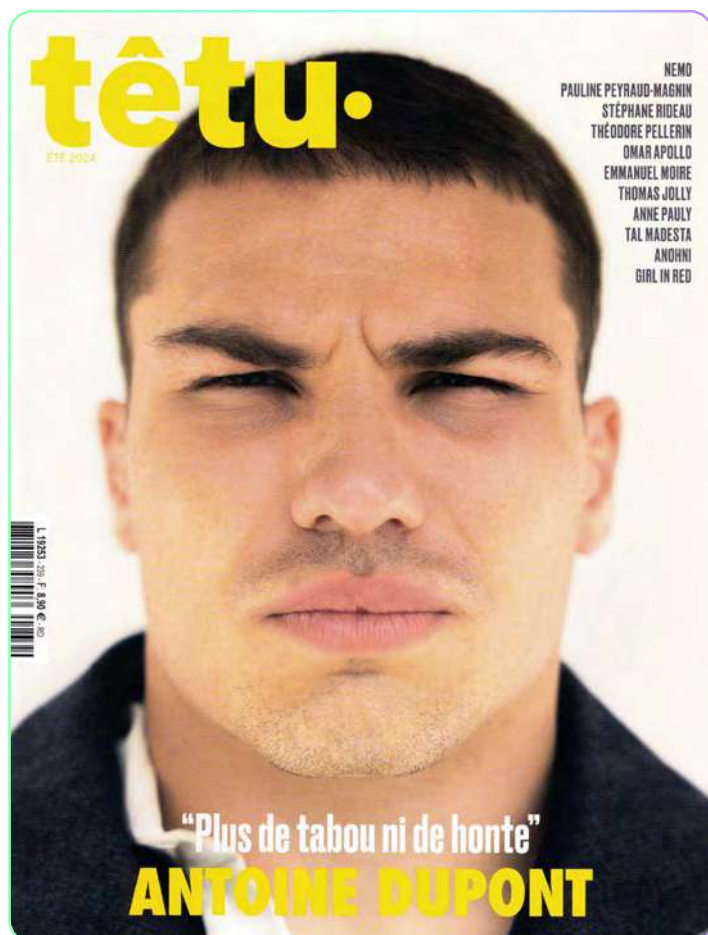
La reprise du magazine en 2024 par la Fondation Le Refuge et le Groupe SOS s'inscrit pleinement dans cette histoire. Fondé en 1995, il s'est imposé comme un média incontournable de la communauté LGBT+, qui traverse les époques, les combats et les crises. «têtù a accompagné des générations entières, rappelle Pacôme Rupin, directeur général de la Fondation Le Refuge. Il a encore un véritable impact au-delà de la communauté LGBT+. En plus d'informer, il donne des repères et crée de la fierté.»

Pour la Fondation, cet engagement ne relève pas seulement du symbole. Il prolonge ses missions statutaires : promouvoir les droits LGBT+, informer les jeunes et lutter contre les LGBTphobies.

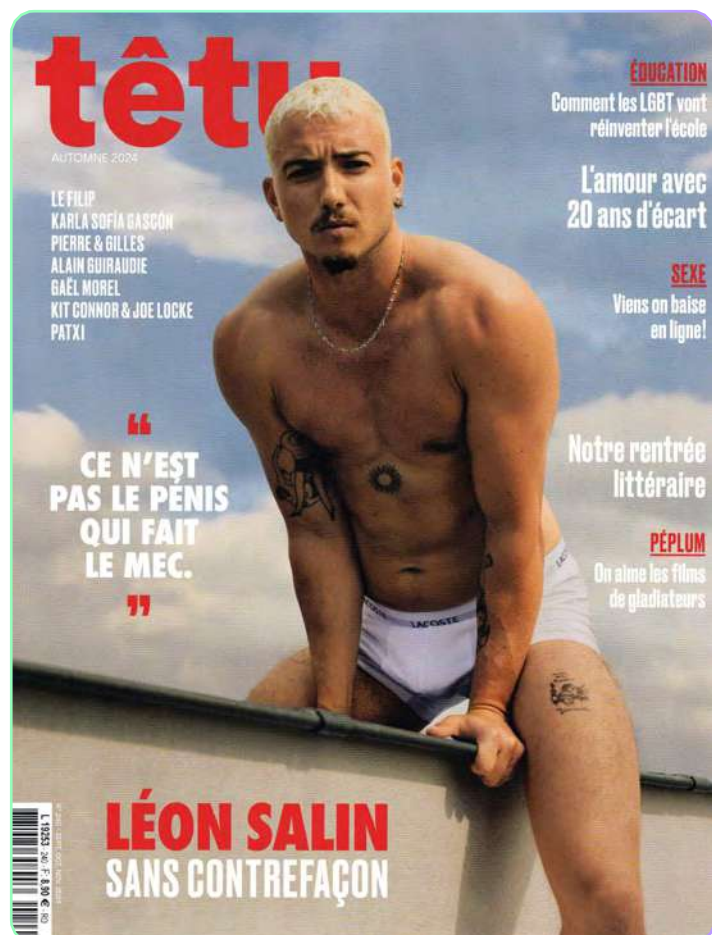
«Protéger les jeunes LGBT+ les plus fragiles en les accompagnant est indispensable, explique Pacôme Rupin. Mais il faut aussi agir sur l'environnement dans lequel ils grandissent. Soutenir un média comme têtù, c'est agir à la racine.»

La reprise apparaît d'autant plus décisive que le magazine a frôlé la disparition à plusieurs reprises. L'objectif est clair : stabiliser son modèle, renforcer son développement et créer des synergies avec les actions de la Fondation. «Nous voulons pérenniser ce média et lui donner les moyens de continuer à porter une parole forte et indépendante», précise Pacôme Rupin.

En reprenant têtù, la Fondation Le Refuge affirme une conviction simple : la lutte contre les LGBTphobies se mène partout, et notamment dans l'espace médiatique, où se façonnent les représentations.



Numéro 239 du têtù magazine



Numéro 240 du têtù magazine

COMPTE RENDU DE GESTION DE LA DIRECTION



Pacôme Rupin
Directeur général



Estelle Espanol
Directrice de l'action sociale



Leo George
Directeur des Finances



Benoît Cascade
Directeur du développement



Astrid Perdrix
Directrice des lieux d'innovation sociale



Édouard Jouannault Taylor
Directeur de la communication
et du mécénat

2025 a marqué la réalisation de nos objectifs de développement et de professionnalisation, pour la troisième année d'exercice de notre équipe de direction. À notre arrivée en janvier 2023, nous avions l'ambition de doubler nos capacités de prise en charge, tout en recrutant des travailleurs sociaux salariés sur l'ensemble des dispositifs. En 2025, c'est chose faite, avec près de 400 places d'accompagnement, dont 280 places d'hébergement. Un effort important de captation et de développement du nombre de places a été fait en Île-de-France, à Montpellier, à Strasbourg et à Cayenne au cours de l'année écoulée.

Mais au-delà du volume de notre accueil, c'est la qualité de celui-ci qui a été érigée en priorité pour nos équipes, avec le passage sur la quasi-intégralité du territoire à des chambres individuelles dans des appartements rénovés. Ces efforts se poursuivent en 2026, notamment en région Auvergne-Rhône-Alpes et à Lille.

En trois ans, Le Refuge est ainsi passé de 150 places en chambres partagées, dans des logements souvent vétustes, à près de 300 places en chambres individuelles dans un parc locatif renouvelé. Je salue l'engagement exceptionnel des bénévoles et salariés du Refuge qui ont permis de réaliser ce rapide développement. Il est illustré par une augmentation conséquente de notre budget, passé de 5,5 millions d'euros en 2022 à 8,5 millions d'euros en 2025.

Mais le développement de la Fondation ne s'est pas arrêté là. Le Refuge porte une ambition plus large que sa mission historique d'hébergement, et se veut occuper une place centrale dans la protection de toutes les personnes LGBT+ victimes de violences. La création de la Fédération Européenne des Refuges LGBT+ était une étape essentielle pour être identifié par les institutions de l'Union européenne. Nous allons ainsi pouvoir faire bénéficier nos partenaires associatifs européens de notre expérience pour développer des refuges partout en Europe, dans la continuité des missions que nous menons déjà dans le cadre du projet HOPE, financé par l'Agence Française de Développement.

En parallèle de cette dynamique au-delà de nos frontières, notre Fondation a nettement progressé dans son implantation sur le territoire national, avec une présence dans près de 40 départements. De nouvelles équipes bénévoles se sont créées et formées pour intervenir auprès des collégiens et lycéens et lutter contre les préjugés et le harcèlement LGBTphobes. Le nombre d'interventions en milieu scolaire a doublé en une seule année, et nous disposons désormais d'une équipe de formateur·ices bénévoles rattachée à notre Service Formation et Sensibilisation.

Notre volonté de sensibiliser le grand public n'est pas en reste. Qu'il s'agisse du second Panorama de notre Observatoire des vulnérabilités queers, les nombreux contenus publiés sur nos réseaux sociaux ou le film financé par la DILCRAH en partenariat avec têtù, nous avons continué à porter haut la gravité de la situation, encore, pour de nombreuses jeunes personnes queers. Le rachat et le rapprochement opéré par Le Refuge avec

têtù, premier média LGBT+ de France, nous permet de participer à l'essentiel combat qu'il faut mener partout, y compris au cœur de la sphère médiatique, face aux retours des conservatismes à travers le monde et dans notre pays.

L'année 2025 représente ainsi la fin d'un premier cycle de développement très intense de nos actions. Nous devons maintenant œuvrer à consolider la Fondation en 2026. Notre démarche sera davantage partenariale, à l'instar de notre nouveau centre d'accueil et d'orientation, ouvert à Nanterre. Cette stratégie sera portée par une nouvelle direction, celle des Lieux d'Innovation Sociale, et sa directrice Astrid Perdrix. La croissance rapide de la Fondation nous a également menés à créer un poste spécifique de directeur administratif et financier, occupé depuis février 2026 par Leo George.

Notre collègue Benoît Cascade a souhaité partir vers de nouveaux horizons et nous lui sommes très reconnaissants d'avoir porté la dimension internationale du Refuge, en plus d'avoir largement contribué à la stratégie de développement de notre équipe ces trois dernières années, aux côtés d'Estelle Espanol et d'Édouard Jouanault Taylor. Benoît Cascade est remplacé par Garance Capelier, qui était jusque-là responsable de notre Service Formation et Sensibilisation.

C'est donc une année 2026 pleine de défis qui s'annonce et pour laquelle nous savons compter sur nos nombreux soutiens, donateurs, entreprises mécènes et partenaires institutionnels. Sans leur contribution financière, rien ne serait possible. Sans l'engagement quotidien des bénévoles et des salariés du Refuge, aucune injustice ne serait réparée. Nous sommes prêts à continuer à les affronter.

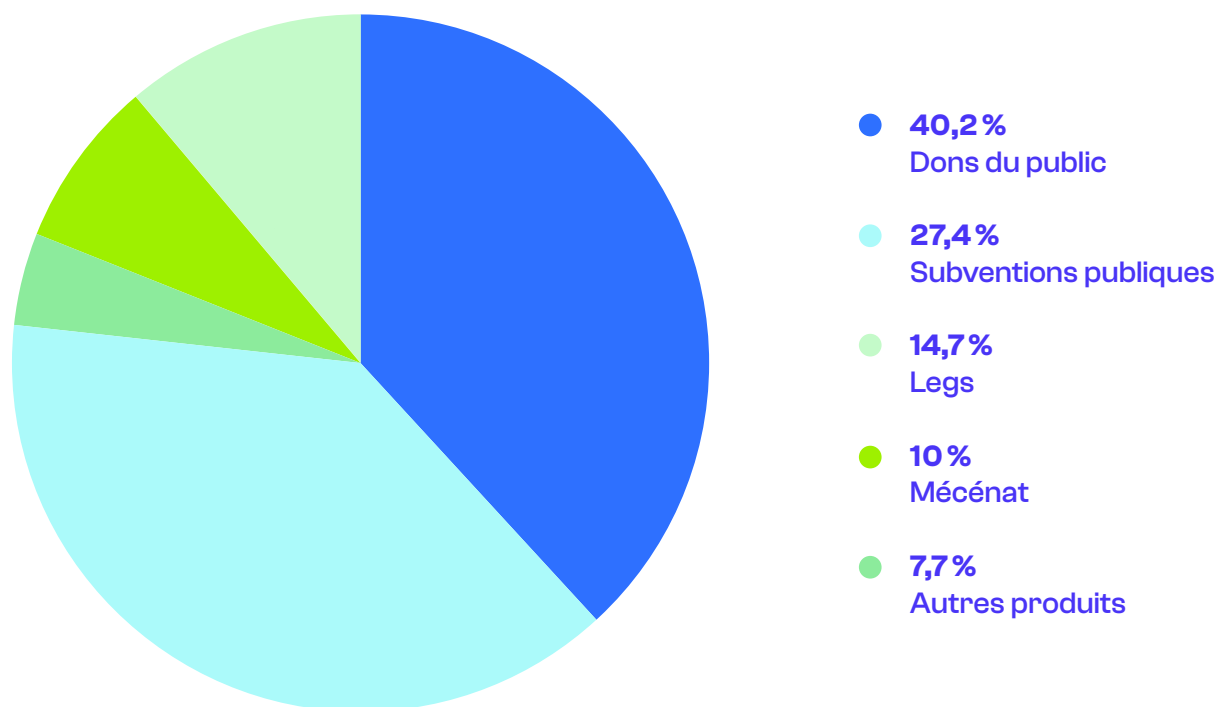
Pacôme Rupin,
Directeur général de la Fondation

Compte de résultat par origine destination

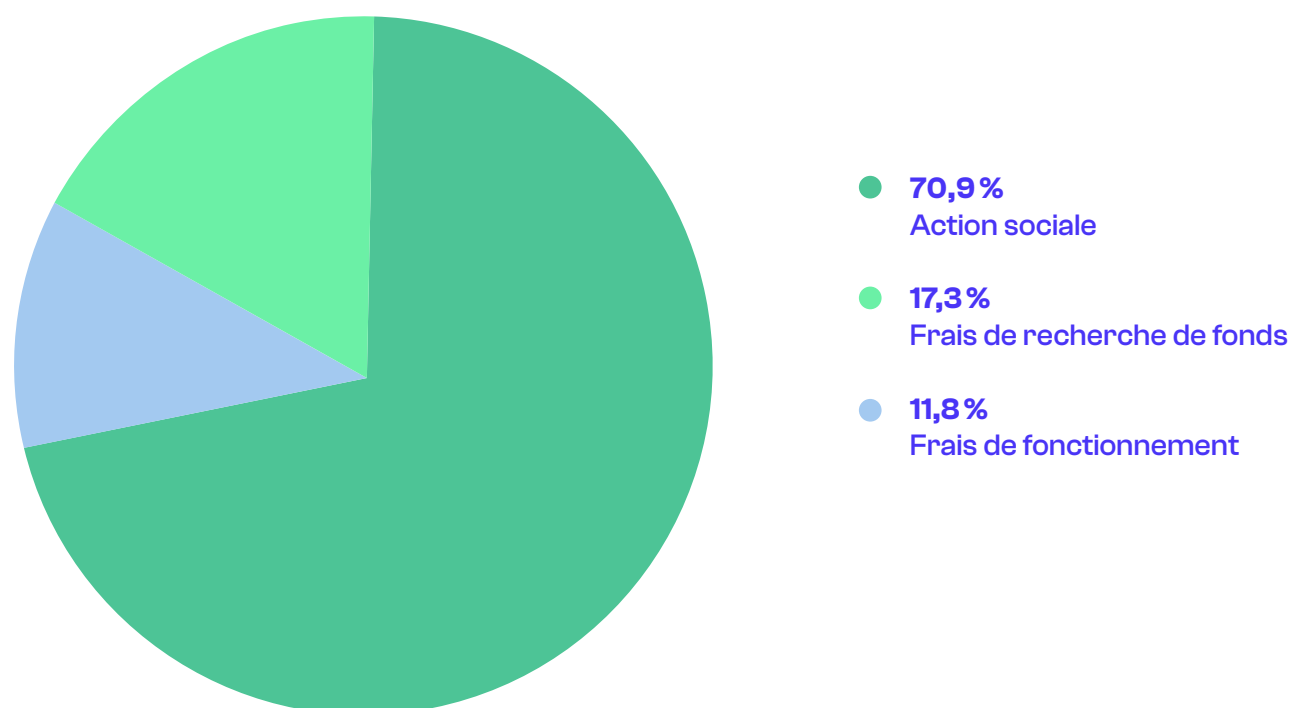
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE & DESTINATION

	2025	2024
PRODUIT PAR ORIGINE	8 577 527 €	8 482 851 €
Produits liés à la générosité du public	5 516 842 €	5 213 887 €
dont Dons manuels	3 379 177 €	3 313 160 €
dont Legs, donations et assurances-vie	1 233 064 €	1 037 052 €
dont Mécénat d'entreprises	838 975 €	796 088 €
dont Autres produits	65 626 €	67 586 €
Subventions et autres concours publics	2 297 637 €	2 448 668 €
Produits non-liés à la générosité du public	580 245 €	264 188 €
Reprises sur provisions et dépréciations	182 803 €	556 108 €
CHARGES PAR DESTINATION	8 493 632 €	8 410 747 €
Missions sociales	5 976 257 €	5 018 801 €
Frais de recherche de fonds	1 454 087 €	1 653 159 €
Frais de fonctionnement	997 036 €	1 230 285 €
Dotations aux provisions	38 481 €	353 122 €
Reports en fonds dédiés de l'exercice	27 771 €	155 380 €
RÉSULTAT NET	83 895 €	72 103 €
PRODUIT PAR ORIGINE	1 518 228 €	1 433 908 €
Bénévolat	1 343 913 €	1 271 778 €
Prestations en nature	174 315 €	162 130 €
Dons en nature	0 €	0 €
CHARGES PAR DESTINATION	1 518 228 €	1 433 908 €
Contributions volontaires aux missions sociales	1 343 913 €	1 271 778 €
Contributions volontaires à la recherche de fonds	164 315 €	162 130 €
Contributions volontaires au fonctionnement	0 €	0 €
BILAN ACTIF	7 848 334 €	8 546 963 €
Immobilisation nette	2 854 085 €	3 303 633 €
Autres créances	4 994 249 €	5 243 330 €
BILAN PASSIF	7 848 334 €	8 546 963 €
Fonds propres	4 222 702 €	4 165 020 €
dont Résultat de l'exercice	83 896 €	72 105 €
Fonds dédiés	1 610 836 €	2 096 400 €
Provisions pour risques	159 488 €	204 609 €
Dettes	1 855 309 €	2 080 934 €

Répartition des produits par source de financements

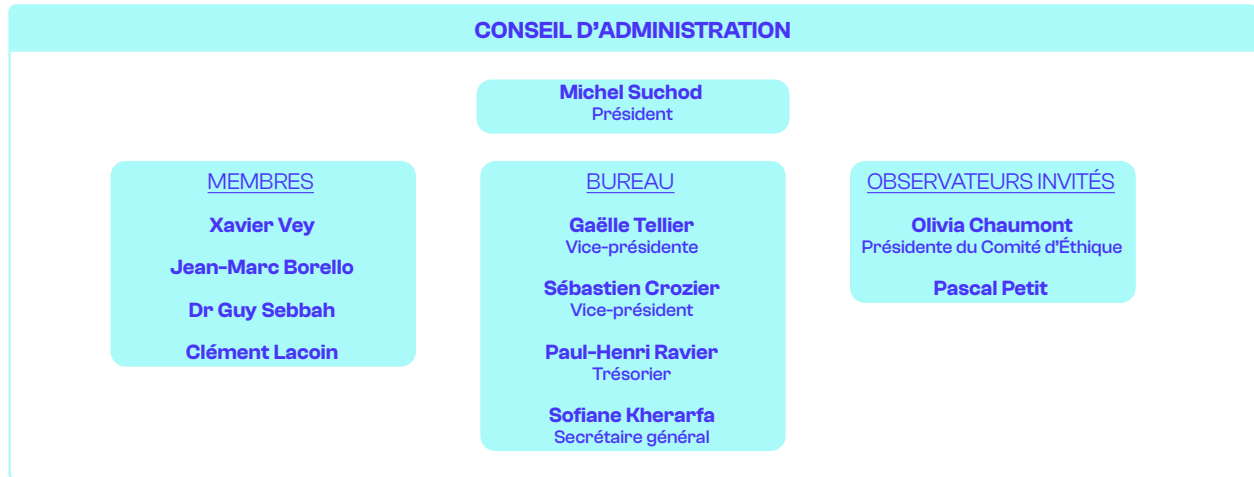


Répartition des dépenses



ORGANIGRAMMES

GOVERNANCE DE LA FONDATION LE REFUGE




DISPOSITIFS D'ACCUEIL DE LA FONDATION LE REFUGE

DÉLÉGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

 Délégations régionales

 Délégations avec hébergement et accompagnement social

 Délégations de prévention et de sensibilisation

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Norah Memran
Déléguée régionale

Coordinateur territorial de l'action sociale:
Grégory Salerno

ISÈRE

Guillaume Lecossois
Délégué départemental

Adjoint: **Sylvain Fourmont**
Action sociale:
Solenn Plusquellec

LOIRE

Solène Rouchet
Délégué départementale

Action sociale: **Laurine Fargeat & Déborah Durand**

RHÔNE

Arthur Tarby,
Délégué départementale

Adjointe: **Manuela Neri**

Chef de service:
Grégory Salerno

Action sociale: **Ellea Tixier**

HAUTE-SAOVIE

Charlotte Bertholon
Déléguée départementale

Adjoints:
Janie Reynès & Mickaël Maréchal

BRETAGNE

ILLE-ET-VILAINE

Pauline Molnar
Déléguée régionale et départementale

Adjoint: **Pierrick Fouques**
Action sociale: **Marion Arnault**

GRAND-EST

ALSACE

Junel Guillaume-Kreel
Responsable territorial
Alsace-Grand-Est

Action sociale:
David Veinstein
Mélanie Becker

HAUTS-DE-FRANCE

Quentin Gille,
Délégué régional

NORD

Coordination & action sociale:
Harmony Wine

ÎLE-DE-FRANCE

Valentin Barthélémy
Délégué régional

Adjoint: **Laurent Devincentis**

Corinne Carbini
Cheffe de service Grand-Paris

Action sociale: **Clarisse Lonn,**
Paul Vizy, Solène Arrata,
Solène Delorme

PARIS

Olivier Rouchon
Délégué départemental

Adjointe:
Manon Painaud-Gérard

VAL-DE-MARNE

Santiago Arrias
Délégué départemental

Adjoints:
Sébastien Truchetet & Cécille Prochasson

HAUTS-DE-SEINE

Maxime Gallo
Délégué départemental

Adjointe: **Sophie Vehert**

SEINE-SAINT-DEINS

Magali Remion
Déléguée départemental

NORMANDIE

Wilfrid Galais
Délégué régional

Adjoint: **Gilles de Saint-Denis**

SEINE-MARITIME

Le Havre
Wilfrid Galais
Délégué départemental

Adjoint: **Gilles de Saint-Denis**
Action sociale: **Haoua Billoud**

Grand-Rouen
Mickaël Marie
Délégué territorial

Adjoint: **Adrick Mamodaly**

EURE

Évreux
Réginald Lemel
Délégué territorial

Adjointe: **Audrey Arpal**

MANCHE

Nord-Cotentin
Walli Médard
Délégué-e territorial-e

NOUVELLE-AQUITAINE

Pierre Fougereau
Délégué régional

GIRONDE

Adrien Aupetit
Délégué départemental

Action sociale: **Manon Pujol**

HAUTE-VIENNE

Pierre Fougereau,
Délégué départemental

DEUX-SÈVRES

Pierre Fougereau
Délégué départemental

Adjoint: **Julien Guedon**

DORDOGNE

Romain Vernaujou
Délégué départemental

Adjointe: **Marine Breuil**

LOT-ET-GARONNE

Béatrice Voisin-Faugère
Déléguée départementale

VIENNE

Oscar Bretonneau
Délégué départemental

Adjointe: **Tara Chopin**

CHARENTE-MARITIME

Erwan Costiou
Délégué départemental

Adjoint: **Frédéric Thuillier**

VENDÉE

OCCITANIE

Serge Perrody
Délégué régional

Adjoint: **Philippe Lagarrigue**

Cadre de l'action sociale:
Yvan Cotta Aubin

HAUTE-GARONNE

José Cosse
Délégué départemental

Adjointe: **Jacqueline Fabre**

Action sociale:
Perrine Duverger

HÉRAULT

Action sociale & coordination:
Anne-Sophie Diblar

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Juliette Lauduique
Déléguée départementale

Action sociale:
Natacha Torrent

AUDE

Ludovic Dumont
Délégué départemental

AVEYRON

Philippe Lagarrigue
Délégué départemental

GERS

Philippe Laborde
Délégué départemental

PAYS-DE-LA-LOIRE

Alexandre Branchu
Délégué régional

Adjoint: **Jérémy Duchêne & Sophie Denelle**

MAINE-ET-LOIRE

Alexandre Branchu
Délégué départemental

Adjointe:
Marie-Christine Goulard
Action sociale: **Elise Gérigné**

SARTHE

Laurent Labiche
Délégué départemental

Adjointe: **Martine Boureau**

LOIRE-ATLANTIQUE

Charly Marchand
Délégué départemental

Adjoint: **Alain Souffron**

RÉGION SUD

Frédérique Mauvy,
déléguée régionale

Grégory Bernard
Chef de service Marseille
et Région Sud

BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille
Frédérique Mauvy
Déléguée territoriale

Adjoints: **Alaric Kamara**

Action sociale: **Marina Dupouey,**
Laura Vanhaecke,
Ann'Cécile Delannoy,
Léo Sigaud

VAUCLUSE

Quentin Bronisz,
Délégué départemental

Adjoints: **Christophe Monseaux**
et **Alexis Esquembre**

Action sociale: **Mélina Lasne**

GUYANE

Samy Lfiti
Cadre territorial de l'Action Sociale

Barbara Bertrand,
Déléguée territoriale

Adjoint: **Pierre-Louis Lamiot**
Action sociale: **Elly-Ann Leote**
et **Juliette Costes**

CENTRE - VAL-DE-LOIRE

LOIRET

Jordan Courrillaud-Rimbault
Délégué régional et départemental

INDRE-ET-LOIRE

Philippe Thuillier
délégué départemental

DISPOSITIF SPÉCIFIQUE

DISPOSITIF POUR JEUNES RÉFUGIÉS (DENH ANGERS)

Reeve Bernard
Chef de service

Action sociale:
Héloïse Mimant, Emmanuel Smail

Assistant administratif polyvalent:
Stéphane Bremaud

Merci à nos entreprises mécènes

La fidélité des entreprises-mécènes de la Fondation Le Refuge n'a pas manqué à l'année 2025 et, pour cela, nous remercions chaleureusement nos partenaires. Grâce à la mobilisation concrète du secteur privé à nos côtés, près de 850 000 euros ont bénéficié directement à nos actions de terrain pour protéger les jeunes LGBT+. Au-delà du soutien financier, l'appui quotidien de nos partenaires à travers le mécénat de compétences, le don de mobilier, l'investissement de leurs collaborateurs dans notre programme de mentorat, la mise à disposition d'espaces pour toujours améliorer la qualité de nos démarches est une véritable force permettant au Refuge d'engager sereinement chaque étape de son développement.

36 entreprises sont liées à la Fondation Le Refuge par une convention de mécénat, et près de 300 autres soutiennent spontanément les actions que nous menons. Dans les deux cas, cet appui traduit une démarche de responsabilité sociétale forte et porteuse de sens pour les acteurs du monde économique.

Face à la feuille de route de notre Fondation, le développement de nos partenariats en mécénat demeure crucial, afin d'également assurer la diversification de nos sources de financement.



2P2L - AFL Diversity - BASF - BVA - Epiroc - GE Healthcare - Kering - Maison Francis Kurkdjian - Paris Appartements Services - Société Générale

Merci à nos donateur·ices

L'année écoulée a été marquée par le soutien renouvelé des donateurs et donatrices de la Fondation Le Refuge. Près de 3,4 millions d'euros ont été rassemblés grâce à la mobilisation de nos sympathisants, notamment à travers trois grandes campagnes menées à l'occasion de la saison des Fiertés, de la Rentrée universitaire et des Fêtes de fin d'année. Représentant près de 40 % nos ressources, ce soutien confirme le rôle indispensable des donateurs et donatrices du Refuge dans la pérennisation de nos actions.

Pour faire face aux besoins identifiés sur le terrain, la Fondation encourage le don régulier, permettant une meilleure visibilité sur les capacités de financements qui seront les nôtres. Au surplus, de nombreux événements telles les collectes solidaires, les tombolas et les campagnes en ligne continueront de jouer un rôle clef dans la diversification de nos ressources.



Merci à nos partenaires publics

La Fondation Le Refuge ne pourrait pas déployer ses actions sans le soutien de ses partenaires publics. À tous les échelons, les services de l'État, des collectivités territoriales et des municipalités accompagnent Le Refuge dans l'amélioration de la prise en charge des jeunes LGBT+, qu'il s'agisse de soutenir l'augmentation de notre nombre de places d'hébergement, de renforcer l'accompagnement global que nous proposons aux jeunes ou d'appuyer nos missions de sensibilisation en milieu scolaire.

Que ces partenaires soient chaleureusement remerciés :

Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+

Préfecture du Bas-Rhin
Préfecture des Bouches-du-Rhône
Préfecture de Gironde
Préfecture de Guyane
Préfecture des Hauts-de-Seine
Préfecture de l'Hérault
Préfecture de l'Isère
Préfecture de la Loire
Préfecture du Maine-et-Loire
Préfecture du Nord
Préfecture des Pyrénées-Orientales
Préfecture du Rhône
Préfecture de la Sarthe
Préfet d'Île-de-France

DRIHL Paris
DRIHL Val-de-Marne

ARS Guyane
ARS Île-de-France
ARS Occitanie
ARS PACA

Région Île-de-France
Région Occitanie

Département des Bouches-du-Rhône
Département de Haute-Garonne
Département des Hauts-de-Seine
Département de Lot-et-Garonne
Département des Pyrénées Orientales
Département du Vaucluse
CAF de la Loire

Ville d'Angers
Ville d'Avignon
Ville de Bordeaux
Ville de Grenoble
Ville du Havre
Métropole de Lille
Ville de Lyon
Ville de Marseille
Ville de Montpellier
Ville de Montreuil
Ville de Nanterre
Ville de Perpignan
Ville de Rouen
Ville de Saint-Etienne
Métropole de Strasbourg
Ville de Toulouse
Ville de Villefranche-en-Rouergue





RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2025
FONDATION LE REFUGE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: PACÔME RUPIN

DIRECTION: ÉDOUARD JOUANNAULT TAYLOR

RÉDACTION: MAXIME CUNY

CONCEPTION GRAPHIQUE: MIGUEL ALVES